

Le 22 Mars

Journée de convergences des luttes Pour construire une société meilleure Au service des populations

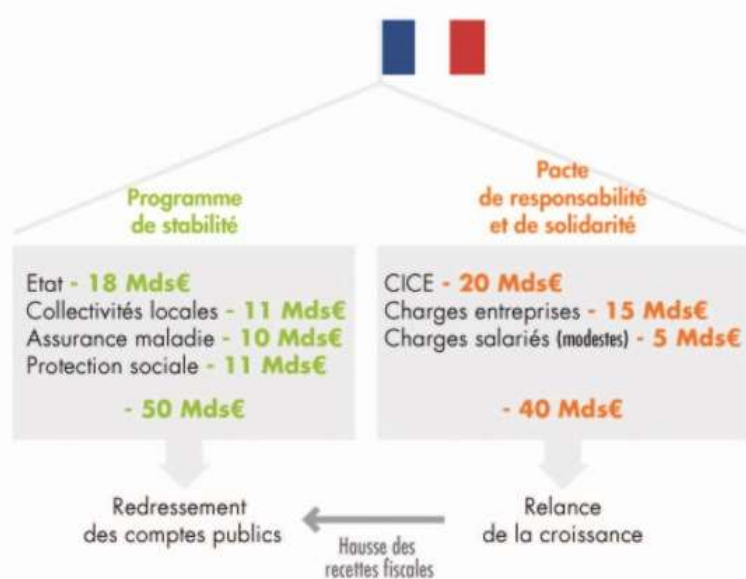
Les attaques se multiplient à l'encontre des travailleurs et leurs acquis sociaux.

Patronat et gouvernement accusent le "coût du travail" d'être responsable de la crise actuelle. **Pourtant, depuis 40 ans les aides publiques allant aux entreprises ne cessent d'augmenter, pour dépasser les 220 Mds d'€ par an, les attaques et la situation ne s'améliore pas, bien au contraire.**

Pour la CGT, les problèmes viennent du "coût du capital". En effet, les richesses du pays sont pillées pour être données au capital sous forme :

- D'intérêts d'emprunts (les pays n'empruntent plus dans les banques centrales et du coup reversent des Mds d'€ aux banques et actionnaires)
- D'aides publiques accordées sans contrôle ni aucune contrepartie (alors qu'elles sont censées aider à la création d'emploi et à revaloriser les salaires...)
- De crédits d'impôts (CICE, CIR...) qui sont généralisés sans évaluation et sans impact sur la compétitivité ni l'emploi et finissent dans les poches d'une poignée d'actionnaires (95 Mds d'€ de dividendes en 2017 aux actionnaires du CAC 40,
- De réductions des dépenses publiques pour financer tous ces milliards d'€ donnés aux entreprises pour qu'elles le remontent à leur actionnaires (voir schéma ci-dessous – les sommes sont celles annoncées à la mise en place, elles sont supérieures aujourd'hui)

EFFETS ATTENDUS DES MESURES ANNONCÉES PAR LE GOUVERNEMENT



Source : lafinancepourtous.com d'après le gouvernement

Le programme de stabilité réduit les dépenses publiques (moins d'effectifs, moins de matériels, moins de moyens de fonctionnement pour les services publics et notre système de protection sociale...)

Le pacte de responsabilité et de solidarité réduit les recettes de l'Etat (en faisant moins cotiser les entreprises par des crédits d'impôts et réductions de cotisations sociales, donc de salaire socialisé...)

Voilà comment l'argent public est transféré aux actionnaires en accusant les salariés et leurs acquis sociaux !!!

Enlever des acquis sociaux aux uns n'améliorera jamais les conditions de vie et de travail des autres !!!

**Alors le 22, on combat la casse des acquis sociaux qu'ils soient :
"le statut de la fonction publique", "les conventions collectives", ou "la protection sociale"**

**et on revendique des droits nouveaux pour tous : privé et public !
à construire dans chaque syndicat en lien avec les enjeux nationaux**

Rassemblement départemental à 14h30 à Mâcon cité administrative